

**La migration comme processus :
dynamiques patrimoniales et parcours d'installation des immigrés dans l'Italie
moderne (Turin au XVIII^{ème} siècle)**

par Beatrice Zucca Micheletto

L'historiographie des phénomènes migratoires et de la mobilité à l'époque moderne a connu ces dernières années un profond renouvellement. La reconstruction de parcours individuels, marqués par des changements fréquents d'activités ou de lieux de résidence, et leur analyse précise ont permis d'affranchir la société d'Ancien Régime d'un de ses stéréotypes les plus ancrés, celui d'avoir été une société immobile¹. Par ailleurs, l'accent a été mis de manière croissante sur les modalités d'intégration des migrants dans le tissu social urbain à travers la mise en place et/ou la mobilisation de réseaux de diverses natures (familiaux, régionaux, professionnels, etc.).

L'analyse des réseaux, outil emprunté à l'anthropologie britannique², a constitué un tournant historiographique essentiel. L'étude de Philip Mayer (1961) est de ce point de vue très représentative de ce type d'approche, dans sa manière d'analyser deux modèles opposés d'installation de populations migrantes à East London, en Afrique du Sud : celui des « Red », de langue Xhosa et celui des « Scholars », originaires des campagnes environnantes. Les deux groupes construisent de façon antinomique leur rapport à la ville : les « Red » fréquentent des compatriotes et conservent des relations avec leurs parents restés à la campagne, limitant voire rejetant tout contact et lien avec leur milieu d'accueil, au point d'être définis par Mayer comme « encapsulés » dans leur réseau communautaire ; à l'inverse, les « Scholars » travaillent à élargir et diversifier leur réseau, multipliant les efforts pour s'intégrer dans la réalité urbaine et privilégiant la création des nouveaux liens. Ces modèles – et l'analyse de réseau qui a permis leur démonstration - ont connu un grand succès et ont durablement constitué un cadre précieux d'étude des migrations, au risque d'être parfois utilisés de manière rigide et mécanique.

¹ La bibliographie sur les migrations d'Ancien Régime est désormais vaste et s'enrichit de plus en plus. Parmi les travaux les plus récents, voir par exemple Page Moch, 1992 ; Fontaine, 1996 ; Lucassen, Lucassen, Van der Linden, 1999 ; Rosental, 1999 ; Arru, Ehmer, Ramella, 2001 ; Arru, Ramella, 2003.

² Outre (Mayer, 1961), voir (Hannerz, 1980 ; Piselli, 1995).

Une large partie des travaux sur les phénomènes migratoires a concentré son attention sur les seuls efforts d'intégration des immigrés à leur nouveau milieu. La recherche des moyens pour s'assurer l'accès aux ressources semble se faire uniquement par le biais des contacts et des relations nouées avec ceux qui habitent déjà en ville ou y sont nés. Les immigrés apparaissent ainsi comme des individus totalement dépouillés des relations matérielles et immatérielles de leur communauté de provenance. Cela a par exemple poussé la démographie historique à privilégier l'idée que le mariage avec un natif ou une native de la ville d'accueil est *a priori* un indice d'intégration urbaine réussie et d'un accès facilité aux ressources (De Vries, 1984).

Certains travaux ont toutefois mis en valeur l'importance des rapports communautaires et leur statut de filtre entre le migrant et la société urbaine, grâce au contrôle exercé sur certaines niches du marché du travail urbain. Les individus arrivent ainsi en ville par les circuits communautaires, à l'intérieur de groupes de compatriotes avec lesquels souvent, au début de leur carrière, ils partagent un toit et un métier. Les contacts avec le milieu urbain sont donc assurés par la communauté d'origine et les parcours d'installation sont conditionnés, selon le schéma des chaînes migratoires, par l'ensemble des liens et des ressources déjà expérimentés et construits par les compatriotes précédemment arrivés, tandis que l'échange avec d'autres milieux reste limité ou absent³.

Des études récentes (Arru, 2003; De Clementi, 2003) ont néanmoins commencé à questionner ce rapport dichotomique entre nouveaux arrivés et milieu urbain, en montrant que la relation entre espace de provenance et espace d'installation peut s'organiser de manière souple, par la manière dont certains immigrés savent tirer profit des ressources de leur communauté d'origine tout en habitant ailleurs. Les résultats de ces recherches ont eu d'importantes conséquences sur la vision des immigrés : traditionnellement décrits comme des indigents, des mendiants, ou plus largement de pauvres gens poussés par la misère, les migrants apparaissent de plus en plus comme des individus pourvus de moyens. C'est l'une des conclusions du livre pionnier de Fortunata Piselli (Piselli, 1981), qui explique que la migration transocéanique du début du XX^{ème} siècle a concerné au premier chef des Italiens qui disposaient d'un minimum de moyens pour financer le voyage et les premiers frais d'installation, ou qui étaient suffisamment crédibles et fiables pour obtenir un prêt. Ces études,

³ Voir par exemple Raison-Jourde, 1976 ; Piselli, 1981 ; Poitrineau, 1982 ; Moulin, 1994. Et pour la période contemporaine (Ambrosini, 2001).

qui ont le mérite d'attribuer leur juste poids à l'*ensemble* des liens et des ressources - ceux maintenus dans la communauté d'origine aussi bien que ceux bâtis dans le nouveau milieu - négligent toutefois l'aspect fluide de la condition d'immigré. Elles prennent peu en compte les effets du parcours de vie (vieillesse, changement dans la composition du ménage, évolution du contexte économique) sur les attentes et les besoins des individus et des familles migrantes, et négligent de ce fait les variations que ces évolutions occasionnent dans le recours aux ressources communautaires et locales. En autres termes, il ne suffit pas de dire que les immigrés conservent et parfois tirent profit de biens et de relations dans leur patrie d'origine, il faut aussi éclairer la chronologie de ces usages et la façon dont ils se modifient à mesure que se poursuit et se consolide l'installation dans un nouveau milieu.

L'histoire contemporaine, la sociologie et l'anthropologie ont modifié au cours des trente dernières années l'appréhension de la migration, désormais conçue comme un *processus*, un parcours réalisé par étapes et non un événement ponctuel. La compréhension des étapes de ce parcours, des difficultés et des succès des nouveaux arrivés, est avant tout la compréhension d'une dynamique en devenir et de son contexte social, culturel et économique (Gribaudo, 1987 ; Werbner, 1990 ; Ramella, 1998 ; Sayad, 1999 ; Ceravolo, Eve, Meraviglia, 2001). Dans cette perspective, le sens donné par les immigrés à la conservation de biens et de relations dans la communauté d'origine doit être questionné. Quelle est la valeur attribuée à ces ressources ? Quels sont leur place et leur poids dans le déroulement de trajectoires visiblement orientées vers l'installation définitive ailleurs ? Enfin, combien de temps ces relations et ces biens conservent-ils un intérêt pour les migrants et à quel moment ou dans quel contexte décident-ils d'y renoncer ?

C'est à partir des acquis historiographiques précédents que mon article envisage d'analyser les connexions entre le processus d'installation en ville et le maintien de patrimoines dans le « pays » d'origine chez les individus qui ont immigré à Turin dans la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle⁴. L'analyse suggère que la décision d'entretenir biens et autres ressources « à distance » est liée à des phases spécifiques de l'existence et ne se maintient que jusqu'au moment où d'autres exigences et nécessités deviennent prioritaires, contraignant à un investissement plus important en ville et poussant les individus à se défaire des biens et liens

⁴ Tout au long de l'article, « les nouveaux arrivés à Turin » seront définis comme immigrés, migrants ou émigrés, selon le contexte de référence – ville d'installation ou communauté de départ.

jusque là préservés. En effet, les patrimoines familiaux sont des réalités mouvantes, constamment soumis aux événements démographiques et professionnels.

Dans cette perspective, l'analyse des facteurs et des circonstances liés au parcours de vie individuel et familial s'avère fondamentale pour expliquer les motivations qui conduisent à garder ou à délaisser capitaux fonciers et sociaux initiaux. La notion de « ressource » est cruciale. Je l'entendrai ici comme l'ensemble des moyens - biens matériels et relations sociales obtenus par les hasards de la vie (héritage, etc.) ou recherchés consciemment – auxquels individus et familles ont accès et recours pour survivre ou améliorer leurs conditions d'existence. Le but de cet article sera donc de montrer les formes de la relation entre migrants et patrimoines d'origine, en s'appuyant, d'un point de vue méthodologique, sur la reconstruction biographique. Le croisement des sources et le suivi longitudinal des familles dans les actes notariés permettent de comprendre comment s'articulent les étapes d'arrivée en ville et comment évolue le rapport avec la communauté d'origine. Cela permet enfin d'insister sur la notion de *processus*, fondamentale pour la compréhension des phénomènes migratoires. Dans un premier temps, seront analysées la qualité et l'extension des réseaux relationnels des immigrés qui s'installent et se marient à Turin au cours de la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle. Dans la majorité des cas, ces alliances prennent place en dehors des réseaux de compatriotes et laissent entrevoir la grande accessibilité relationnelle offerte par une ville d'Ancien Régime, bien que de taille moyenne, comme l'était Turin. Viendra ensuite l'étude de certaines dynamiques patrimoniales en fonction d'un double objectif : expliquer, d'une part, comment et pourquoi les immigrés conservent des liens et des patrimoines dans leur lieu de provenance et, d'autre part, quand et pourquoi cela n'est plus possible pour certains.

Migrations et métiers : une variété de parcours

Tout au long du XVIII^{ème} siècle, Turin connaît une forte croissance urbaine qui lui permet de passer de 58.000 habitants environ en 1750 à plus de 76.000 dans les années 1790. La population redescend ensuite à 60.000 personnes environ en 1802, lors de l'annexion à la France napoléonienne, après une période de crise économique et de guerres (Castiglioni, 1862). Siège de la cour ainsi que des structures administratives et bureaucratiques du Royaume de Sardaigne, Turin est aussi un centre artisanal et manufacturier important. La

politique économique, fortement marquée par les principes du colbertisme, apporte un appui considérable à la production de la soie brute, l'*organzino*, renommée et exportée dans toute l'Europe, et soutient dans une moindre mesure les activités de tissage et de vente de tissus et de dentelles (en soie, voiles et gazes, bas)⁵. Dans la seconde moitié du siècle, plus de 37% de la population est active dans les diverses branches de l'artisanat et dans les manufactures, 30% dans les services manuels (serviteurs et servantes, cochers, porteurs, cuisiniers, palefreniers), tandis que 10% participent aux activités commerçantes, des grands négociants et marchands jusqu'aux petits vendeurs au détail⁶.

La présence d'un centre économique et politique engendre un marché du travail varié, particulièrement attractif en termes d'opportunités de profits et d'emplois. Tout au long du XVIII^{ème} siècle, d'importants flux migratoires alimentent la ville depuis les montagnes et campagnes environnantes, celles du Piémont en premier lieu et dans une moindre mesure de la Ligurie, de la Savoie, des vallées suisses et de l'État de Milan. La population immigrée – c'est-à-dire les individus nés en dehors de Turin – constitue un bassin de main-d'œuvre essentiel à la croissance urbaine. Au tout début du XIX^{ème} siècle, 60% environ des hommes âgés de 26 à 60 ans sont nés hors de la ville, et il en est de même pour plus de 40% de la population féminine entre 15 et 40 ans⁷. Assez naturellement et malgré d'importantes différences en fonction des métiers et du sexe, la majorité des migrants s'oriente vers ce qui constitue les deux piliers du système économique et social turinois : l'artisanat et les services manuels. Les tableaux suivants présentent cette distribution à partir du recensement urbain réalisé en 1802.

⁵ Sur ce sujet, voir Bracco, 1992 ; Chicco, 1995, 2002 ; Ambrosoli, 2000.

⁶ Archivio Storico del Comune di Torino (dorénavant ASCT), *Censimento della popolazione, 1802*. Pourcentages calculés sur l'ensemble de la population qui a déclaré un métier, soit 27.451 hommes et femmes. Le recensement du 1802 de la ville de Turin a été intégralement transcrit par une équipe d'étudiants sous la direction de Maria Carla Lamberti. Je tiens à remercier Madame Lamberti pour m'avoir permis d'utiliser le recensement, déposé auprès de la Section d'Histoire économique du Département d'Histoire de l'Université de Turin (Lamberti, 2002b).

⁷ Données calculées à partir du recensement du 1802.

Branches	Immigrés		Turinois	
	n	%	n	%
Serviteurs, domestiques	1216	13,2	262	4,1
Marchands et vendeurs	545	5,9	674	10,5
Porteurs	500	5,4	118	1,8
Cordonniers	439	4,8	374	5,8
Maçons	395	4,3	95	1,5
Cuisiniers	357	3,9	67	1,0
Boulangers	289	3,1	98	1,5
Vendeurs de produits alimentaires	218	2,4	55	0,9
Porteurs de vin (<i>brentatori</i>)	181	2,0	17	0,3
Tisserands en soie (<i>vellutieri</i>)	92	1,0	211	3,3
Fabricants de rubans et passementeries	30	0,3	68	1,1
Bijoutiers	28	0,3	104	1,6
Imprimeurs, relieurs	23	0,3	86	1,3
Faiseurs de bas	20	0,2	90	1,4
Autres métiers	4845	52,8	4107	63,9
Total	9178	100	6426	100

*Pourcentages calculés au sein de la population active (déclarant un métier), respectivement pour le groupe des immigrés et pour celui des natifs de Turin.
Source : Recensement turinois de 1802

Branches	Immigrées		Turinoises	
	n	%	n	%
Servantes	1863	46,4	641	19,1
Couturières	203	5,1	494	14,7
Cuisinières	153	3,8	23	0,7
Blanchisseuses, repasseuses	123	3,1	202	6,0
Vendeuses de produits alimentaires	114	2,8	90	2,7
Tisserandes en soie (<i>vellutiere</i>)	101	2,5	188	5,6
Fileuses en soie (<i>filatoiere</i>)	97	2,4	15	0,4
Modistes, bonnetières	67	1,7	179	5,3
Fabricantes de rubans et passementeries	18	0,4	52	1,5
Autres métiers	1280	31,8	1478	44,0
Total	4019	100	3362	100

*Pourcentages calculés au sein de la population active (déclarant un métier), respectivement pour le groupe des immigrées et pour celui des natives de Turin.

À l'instar de ce qu'on observe dans d'autres villes européennes de l'Ancien Régime, les immigrés occupent à Turin des espaces et des niches professionnelles spécifiques, mais ils sont aussi amenés à en partager certains avec les Turinois, tandis qu'ils sont quasiment absents d'autres⁸. À l'intérieur d'un marché du travail fragmenté et stratifié, les immigrés de sexe masculin se concentrent surtout dans les services manuels : serviteurs ou domestiques (13,2%), portefaix ou hommes de peine (5,4%), cuisiniers (3,9%), porteurs de vin (*brentatore*) (2%). D'autres encore sont maçons (4,3%), boulangers, fabricants d'eau-de-vie et de confitures, ou vendeurs de produits alimentaires.

Il est des domaines d'activités où immigrés et Turinois travaillent côte à côte : c'est le cas chez les cordonniers, perruquiers et tailleurs. Il apparaît en revanche que le contrôle des activités nécessitant une haute qualification reste entre les mains des Turinois : tissage de la soie (où les *vellutieri* représentaient plus de 3% des actifs turinois masculins) et les autres métiers liés à celle-ci (soit les fabricants de bas, fabricants de rubans et passementeries – *bindellai*), mais aussi professions artisanales spécialisées, telles que la bijouterie et l'orfèvrerie, l'imprimerie et la reliure des livres⁹.

Le recensement de 1802 fournit des éléments très comparables du côté des femmes même s'il sous-estime fortement leur présence sur le marché du travail. Les immigrées travaillent surtout comme servantes, cuisinières (46,4%) ou dans les manufactures de soie en qualité de fileuses (*filatoiere*). Les Turinoises en revanche, qui partagent certaines activités avec les immigrées (dans le petit commerce de produits alimentaires par exemple), l'emportent dans l'artisanat qualifié du textile (bonnetières et modistes – *cuffiaie* - ; tisserandes en soie - *vellutiere* - ; fabricantes de rubans), ainsi que dans la confection des vêtements (couturières). En comparaison des immigrées, leur présence dans les services manuels est limitée : elles

⁸ Pour l'Italie voir Gozzini, 1989 ; Menzione, 1990 ; Belfanti, 1994 ; Guenzi, Massa, Moiola, 1999 ; Arru, Ramella, 2003. Pour des autres villes européennes voir Garden, 1970 ; Perrot, 1975 ; Kaplan, Koepp, 1986.

⁹ Données calculées sur la population masculine avec un métier âgée de 15 ans et plus, soit 9178 immigrés et 6426 Turinois.

occupent dans l'ensemble beaucoup moins souvent les fonctions de domestique ou de cuisinière mais elles sont majoritaires parmi les blanchisseuses¹⁰.

Dernier élément susceptible d'affecter significativement le marché du travail turinois : la présence importante de travailleurs saisonniers et temporaires. De nombreuses études ont éclairé les caractéristiques de ce modèle migratoire spécifique : les individus n'envisagent pas de s'établir en ville mais se contentent d'occuper et de contrôler des niches spécifiques du marché du travail, tout en alternant leur résidence entre leur communauté d'origine et la ville pour des périodes plus ou moins longues (Levi, Ramella, 1989 ; Levi, 1985 ; Lamberti, 2002a, 2002b, 2003 ; Contini, 2011). C'est le cas des serviteurs, cuisiniers et porteurs de vin (les *brentatori*) originaires des vallées de Lanzo, non loin de Turin, ou des cordonniers du Val de Sesia, au pied du Mont Rose. D'autres limitent leur séjour urbain à quelques mois, comme les maçons qui se déplacent en suivant les chantiers (en provenance surtout des communautés du Biellese ou de Luganese), ou encore les domestiques, surtout originaires de la Savoie, venues en ville pour se constituer une dot.

Époux et témoins : au-delà des réseaux communautaires

À ce stade de l'analyse, il est indispensable de s'interroger sur le poids des réseaux communautaires pour ceux qui envisagent de s'installer définitivement en ville. Comme dans d'autres villes européennes, les données sur la provenance des époux montrent à Turin l'importance des immigrés au sein de la population urbaine. Elles suggèrent aussi qu'en ville, les occasions de rencontre se multiplient, surtout entre individus originaires de communautés différentes. D'après le recensement de 1802, 31,2% des couples ont un conjoint né en dehors de la ville alors que dans 36,2% des cas les deux conjoints sont des immigrés. En revanche 32,6% des couples sont constitués de Turinois de souche¹¹. Parmi les couples composés de deux immigrés, plus d'un tiers (35,2%) ont une origine commune. Mais cette proportion surestime certainement le poids des mariages endogames puisque le recensement prend en

¹⁰ Données calculées sur la population féminine avec un métier à partir de 15 ans, soit 4019 immigrées et 3362 Turinoises.

¹¹ Données extraites du recensement du 1802. En valeurs absolues : 3393 couples mixtes ; 3939 couples composés par des immigrés uniquement ; 3540 couples d'époux turinois.

compte tous ceux qui habitent en ville au moment de sa rédaction, y compris les couples arrivés à Turin déjà mariés.

Toutefois, d'autres sources permettent de mieux saisir la portion de la population qui se mariait à Turin et planifiait d'y établir sa propre famille, et témoignent de la grande accessibilité relationnelle assurée par le tissu urbain et, en revanche, du faible poids de la communauté d'origine dans les comportements matrimoniaux. Je songe d'abord aux *processicoli matrimoniali*, c'est-à-dire aux déclarations de liberté matrimoniale faites devant le curé de la paroisse. Dans ce type d'acte, les deux époux présentent deux témoins chacun pour certifier qu'ils sont libres de tout lien matrimonial antérieur (en d'autres termes qu'ils remplissent la condition de veuvage ou de célibat qui autorisait le mariage). Sur 548 couples mariés entre 1760 et 1791 dans la paroisse turinoise des Ss. Processo et Martiniano¹² 176 sont constitués par des immigrés uniquement; parmi ceux-ci le taux d'endogamie dépasse à peine 5% (soit 10 couples seulement), très en dessous donc des niveaux relevés dans le recensement¹³. L'analyse des couples enregistrés dans les actes de mariage de l'état civil turinois de la période napoléonienne (1803-1814) débouche sur des conclusions analogues, au point que « l'hypothèse selon laquelle le mariage entre migrants en ville est favorisée par une provenance géographique commune semble davantage le fruit d'un *a priori* qu'une preuve documentée» (Allegra, 2005, 468). Ces résultats conduisent donc à minorer le rôle des chaînes migratoires et des réseaux communautaires, des mécanismes qui ont pourtant été largement mis en avant dans la littérature scientifique sur le sujet¹⁴.

Cela ne doit évidemment pas conduire à dénier tout rôle aux réseaux communautaires pour l'insertion dans le tissu urbain. La majeure partie des immigrés arrivés par le biais de ces réseaux ne vise pas l'installation définitive, mais plutôt un usage temporaire et saisonnier¹⁵. En revanche, pour ceux qui s'installent, l'effet des relations communautaires semble aller en

¹² Archivio Arcivescovile di Torino (dorénavant AAT), *Fondi Parrocchiali, Sezione XVIII*.

¹³ Pour endogamie j'entends ici les mariages entre individus de la même commune. Le groupe analysé est composé de 548 couples dont 176 d'immigrés, 136 de turinois et 236 mixtes.

¹⁴ Les risques d'une analyse des dynamiques migratoires uniquement fondée sur les réseaux communautaires ont été largement abordés dans un très intéressant volume monographique de *Quaderni Storici* (Arru, Ehmer, Ramella, 2001).

¹⁵ Voir par exemple les études de Laurence Fontaine consacrées aux colporteurs. Cette chercheuse élabore un modèle migratoire qui est partie intégrante de la structure du marché du travail des vallées alpines de l'ère moderne (Fontaine, 1993, 2003).

s'affaiblissant au fil des années, voire, dans certains cas, être carrément absent¹⁶. En d'autres termes, soit ces liens n'existent pas et n'affectent pas les parcours migratoires, soit ils sont provisoires et destinés à être abandonnés ou fortement réduits au fur et à mesure que l'installation se poursuit. Plusieurs études ont ainsi fait ressortir l'importance et la diffusion des parcours de migration « individuels » par rapport à ceux conditionnés par les chaînes migratoires et les compatriotes. Selon ces recherches, à l'époque moderne déjà, de nombreux individus arrivent en ville par leur propres moyens, de manière autonome, simplement attirés par les opportunités de travail et d'amélioration des conditions de vie – espérées ou réelles - qu'une grande capitale peut offrir (Pooley, Turnbull, 1998 ; Cavallo, 2001 ; Lesger, Lucassen, Schrover, 2002 ; Zucca Micheletto, 2006).

Les *processicoli* offrent cependant la possibilité d'approfondir l'analyse du réseau car chaque époux présente deux témoins. Sans recouvrir l'ensemble des relations sociales d'un couple, ces données permettent de savoir avec qui les immigrants nouent leurs relations. Il est alors possible de mesurer le degré d'homogénéité de ces réseaux en fonction de la provenance de même que la fréquence avec laquelle les époux ont recours à des compatriotes pour témoigner en leur faveur.

¹⁶ Ce phénomène a été relevé aussi dans d'autres terrains européens. Ceux qui émigraient et se mariaient à l'étranger et en dehors du groupe des compatriotes ne revenaient plus vivre dans la communauté d'origine. Voir par exemple Poitrineau, 1982 ; Maitte, 2009.

Tab. 3 Pourcentages des époux immigrés enregistrés dans les processicoli matrimoniali ayant un ou deux témoins appartenant à la même communauté d'origine (1760-1791)*		
	n	%
Epoux immigrés avec un témoin immigré de la même communauté	54	15,7
Epoux immigrés avec deux témoins originaires de la même communauté	43	12,5
Total époux immigrés	344	100
Epouses immigrées avec un témoin immigré de la même communauté	40	16,39
Epouses immigrées avec deux témoins originaires de la même communauté	26	10,66
Totale épouses immigrées	244	100
* Pourcentages calculés sur l'ensemble respectivement des époux immigrés (344 individus) et des épouses immigrées (244 individus)		
Source : Processicoli matrimoniali, paroisse Ss. Processo et Martiniano		

Comme le montre le tableau 3, parmi les 344 époux immigrés enregistrés dans les *processicoli* pour la période 1760-1791 seulement 16% environ ont un témoin appartenant à la même communauté d'origine, et 12,5% choisissent deux témoins ayant cette caractéristique. La situation est semblable pour les épouses immigrées (244 sur 548) : respectivement 16,39% et 10,66% des cas. Si spécifiques qu'elles soient, ces données montrent néanmoins que les mécanismes des chaînes et les réseaux de compatriotes ont un poids limité sur le choix du conjoint et des témoins. La ville offre la possibilité de rencontres variées et, grâce à son tissu social assez « perméable », permet de construire des relations dégagées des conditionnements communautaires¹⁷.

Ces résultats ne doivent toutefois pas amener à mésestimer, et donc sous-estimer, l'importance du maintien des liens avec la communauté d'origine pour ceux qui s'installent en ville d'une façon définitive. De ce point de vue, les dynamiques autour des patrimoines conservés dans le

¹⁷ L'étude de Sandra Cavallo (2001) consacrée aux chirurgiens turinois entre XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles conduit à des conclusions analogues.

village d'origine permettent sans doute de saisir l'aspect plus complexe, *fluide et en devenir*, des phénomènes migratoires.

Les immigrés et leurs patrimoines face à la ville : quelques modèles

Pour connaître l'étendue des patrimoines des immigrés dans leur communauté d'origine et parvenir ainsi à élaborer certains modèles de gestion, j'ai réalisé une recherche nominative dans les archives notariales de la ville de Turin¹⁸ et des régions d'origine à partir d'un groupe de 94 artisans immigrés à Turin et apparaissant comme témoins dans les *processicoli matrimoniali* durant la période 1740-1780¹⁹. Cet échantillon est représentatif des métiers les plus communs parmi les immigrés : on y trouve 26 cordonniers, 22 menuisiers, 18 boulangers, 13 perruquiers, 11 fabricants d'eau-de-vie et 4 tisserands en soie. La recherche a permis de repérer 30 transactions, dont 21 ont pour objet une ou plusieurs parcelles foncières (les *pezze*). Au cœur des échanges, on trouve des terres de superficies variables (allant de quelques *tavole* à plus de 10 *giornate* pour chaque champ échangé)²⁰, destinées aux cultures typiques de ces régions : champs de céréales, *alteni* (champs de céréales et vignobles)²¹, potagers, champs de chanvre, mais aussi prés, prés arborés, pâturages, bois. Dans ces transactions figurent aussi des immeubles : cassines, étables, caves, fenils, petites maisons, souvent échangés avec les terres environnantes. Les valeurs de ces biens couvrent un large spectre de prix : de 2 à 11 livres pour une *tavola* de pré, de 2 à 6 livres pour une de bois. Le prix des champs de céréales est plus uniforme : 3 livres environ par *tavola* dans toutes les transactions.

Toutefois, l'analyse typologique des transactions ne suffit pas à répondre aux questions posées dans l'introduction, sur les connexions entre trajectoire de vie des immigrés, parcours d'installation en ville et maintien ainsi que gestion des patrimoines locaux. Pour ce faire, il est

¹⁸ La reconstruction biographique fondée sur une recherche nominative pour la ville de Turin est envisageable du fait de l'existence de répertoires conservés par le bureau centralisé des actes notariés (*l'Insinuazione*), introduits par le Duc dans ses domaines à partir du 1610. L'*Insinuazione* de la ville de Turin est organisée en répertoires nominatifs et cela facilite donc la recherche nominative des individus, malgré les difficultés qui tiennent à la masse des données, aux homonymies et aux variations dans l'écriture des noms de famille.

¹⁹ Dans les *processicoli*, on compte 1669 témoins de mariage immigrés.

²⁰ Les *tavole* et les *giornate* sont des unités de surface utilisées à Turin et dans les campagnes alentours. Une *giornata* est équivalente à 100 *tavole* (c'est-à-dire à plus de 38 ares). Une *tavola* correspond à 38 mètres carrés environ (Martini, 1976).

²¹ L'*alteno* est une parcelle cultivée en bandes, en mêlant céréales et vignobles ; il s'agit d'une culture typique du paysage rural piémontais d'Ancien Régime (Levi, 1989, 49, 80).

indispensable de croiser les actes notariés avec les données biographiques et professionnelles de chaque artisan, repérées grâce au recensement des arts et métiers réalisé à Turin en 1792 et grâce aux *processicoli matrimoniali*. Nous parvenons alors à reconstruire les étapes du parcours de vie et à élaborer des modèles de comportement.

La voie d'acquisition la plus naturelle des biens et des patrimoines est l'héritage. Prenons l'exemple des frères Gio' Andrea et Guglielmo Cerutti, boulangers à Turin, et originaires de Sommariva del Bosco, un village du Piémont méridional. Tous deux ont encore moins de trente ans et résident déjà en ville lorsqu'ils deviennent héritiers universels de leur père, mort en 1759. Ils héritent alors d'une maison, d'un champ et de quelques crédits dans leur communauté d'origine, celle où leur père a toujours vécu. Les frères s'accordent finalement sur un partage et signent un acte de division à Turin en 1761. Chacun obtient la valeur totale de 792 livres en biens, crédits et argent²², somme assez importante si l'on considère que la majorité des dots turinoises de la même période atteint à peine les 500 livres (Allegra, 1996, 177). De même, les frères Panarallo, Ambrogio, Gio' Batta, Giuseppe et Pietro, originaires d'Arassa dans le Val de Sesia, au pied du Mont Rose, vivent à Turin dans les années 1760 où ils travaillent comme menuisiers. À la mort de leur père en 1765, ils héritent d'une grande maison et d'un certain nombre de parcelles dans leur village d'origine, ainsi que de l'atelier de menuiserie de Turin²³.

Quel est le destin de ces biens ? Comment et jusqu'à quand sont-ils entretenus et maintenus ? Lorsqu'il est possible de suivre le cours des transactions, deux comportements opposés ressortent : soit les artisans conservent (et parfois élargissent) leurs propriétés dans la communauté d'origine, soit ils s'en débarrassent. Dans les années qui suivent le partage d'héritage, entre 1763 et 1771, les frères Cerutti réalisent un certain nombre de transactions concernant des biens situés à Sommariva del Bosco, et ceci apparemment sans jamais quitter Turin. L'aîné surtout, Gio' Andrea, mène une politique d'achat conséquente : en juillet 1770, il acquiert une parcelle de presque 96 *tavole* pour la somme de 1084 livres²⁴, puis, sept mois

²² Archivio di Stato di Torino (dorénavant AST), sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1761, l. 4, ff. 701r-702v.

²³ Comme on le voit à travers deux actes de division passés entre les frères et un neveu héritier d'un des frères déjà décédé, datant respectivement de 1770 et 1771. Archivio di Stato di Varallo (dorénavant ASVar), notaio Ravelli Giacomo, vol. 10168 ; AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1771, l. 6, ff. 1307r-1312v.

²⁴ Soit 11 livres et 4 sous pour chaque *tavola*. AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1770, l. 8, ff. 467r-468r.

plus tard, en février 1771, un champ de 6 ares (*are*) payé 600 livres²⁵. Toutefois, le choix d'accumuler des biens fonciers ne semble pas destiné, à moyen terme, à favoriser un retour à Sommariva puisque Gio' Andrea poursuit au contraire un parcours personnel et professionnel visant clairement à l'installation définitive en ville. Devenu maître boulanger et propriétaire d'une boutique florissante, il se marie en 1763 à Turin avec Maria Margherita Musso (qui lui apporte une dot de 325 livres, trousseau compris)²⁶. Quelques années plus tard, le recensement des arts et métiers de 1792 le signale comme étant à la tête d'une grande boulangerie comptant 9 employés (ouvriers et apprentis)²⁷. Le parcours de son frère cadet, Gio' Guglielmo, est similaire. Marié en 1765 à Turin avec Teresa Fontana²⁸, il achète au cours de cette même année une boulangerie pour 6.500 livres. La vendeuse est Rosa Antonietta, fille et héritière universelle d'un autre boulanger jadis installé à Turin, Antonio Maria Antonietta²⁹. Autre exemple, celui de Francesco Felice Ruffinat, boulanger à Turin, qui acquiert en 1763 et 1771 plus de 17 *giornate* de bois à Trana, son village d'origine, ainsi qu'un *alteno* de 50 *tavole*, jouxtant un *alteno* déjà en sa possession³⁰. Les biens achetés ont une étendue remarquable, si l'on se réfère à une étude sur le Piémont de la fin du XVII^e siècle qui démontre qu'une propriété foncière composée de 4 ou 5 *giornate* de *alteno* est alors suffisante pour faire vivre une famille de quatre personnes (deux adultes, deux enfants) (Levi, 1985). Néanmoins, son parcours de vie et son parcours professionnel témoignent une fois encore d'une nette volonté de sédentarisation en ville. Il se marie à Turin et, en 1792, il a atteint la qualité de maître boulanger, gérant une boutique avec un collègue et deux ouvriers³¹.

Ces brefs parcours mettent en lumière la souplesse qui caractérise le rapport des immigrés à leur communauté d'origine et l'ambivalence d'une volonté concomitante d'installation et d'intégration dans le nouveau milieu et d'une politique de maintien ou d'élargissement des patrimoines « à distance ». Je reviendrai sur les motivations à l'origine de ces comportements,

²⁵ Soit 100 livres pour chaque *ara*. AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1771, l. 3, ff. 657r-v. Une *are* correspond à 100 mètres carrés (Martini, 1976).

²⁶ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1763, l. 12, f. 393r-394r.

²⁷ AST, sez. I, *Materie economiche, Commercio*, Categoria IV, mazzo II^a addizione, *Volume contenente li nomi, cognomi e patria de' mastri e padroni e de' loro rispettivi lavoranti ed apprendizzi delli arti e mestieri*.

²⁸ AAT, *Fondi Parrocchiali, Sezione XVIII*.

²⁹ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1764, l. 11, f. 93r-v.

³⁰ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1763, l. 1771.

³¹ AST, sez. I, *Materie economiche, Commercio*, cat. IV, mazzo II^a add., *Volume contenente li nomi, cognomi e patria de' mastri e padroni*

mais elles apparaissent comme l'expression limpide d'une stratégie visant à multiplier et diversifier les ressources face au caractère incertain et aléatoire de l'expérience migratoire et de l'économie urbaine.

Pour d'autres en revanche, s'installer en ville signifie se défaire de son identité natale, ou au moins de celle susceptible de s'exprimer dans la conservation et l'entretien des biens ruraux. La reconstruction biographique montre que certains migrants, à l'inverse des frères Cerutti ou de Ruffinat, choisissent de céder progressivement leur patrimoine. L'histoire patrimoniale de Gio' Giacomo Bonadé Bottin est à cet égard exemplaire. Lui aussi boulanger à Turin, originaire d'un hameau des vallées de Lanzo, son parcours d'insertion urbaine s'inscrit dans une stratégie de relâchement progressif des liens économiques (un héritage paternel là aussi) avec sa localité d'origine. Son rapport privilégié avec la Compagnia di San Paolo, une des confréries parmi les plus puissantes et les plus actives de la ville, témoigne de son accès aisé à certaines ressources urbaines et de son insertion dans un réseau social spécifiquement turinois. C'est la Compagnia di San Paolo qui paie une dot de charité à sa femme, Francesca Maria Varetta, épousée en 1753³², et c'est encore cette institution qui lui loue une chambre dans un de ses immeubles afin qu'il puisse y exercer son métier. Par ailleurs, la Compagnia n'est pas la seule confrérie avec laquelle il noue des rapports, puisque lors de la rédaction de son testament en 1780, Gio' Giacomo rappelle son appartenance à plusieurs autres confréries de la ville auxquelles revient la charge d'organiser ses funérailles³³. La construction d'une identité urbaine spécifique, dont témoignent ces indices, s'accompagne d'un abandon progressif des biens au pays natal. Plusieurs années après son départ, et après la division de l'héritage paternel³⁴, Gio' Giacomo vend en avril 1776 à son frère, résidant encore au pays, « une maison avec cheminée, un grenier, deux caves, une écurie et un fenil » situés dans le village, pour 360 livres³⁵. Quatre ans plus tard, en avril 1780, il vend à son compatriote (et peut-être parent), Bartolomeo Bonadé Bottin, une parcelle de pré et bois de 100 *tavole* pour la somme

³² AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a.1753, l. 11, ff. 705r-v.

³³ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1780, l. 8, ff. 1420r-1421v.

³⁴ La division de l'héritage paternel est réalisée dans la communauté d'origine en 1763.

³⁵ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1779, l. 9, ff. 629r-v.

de 100 livres³⁶. Enfin, en août 1780, il nomme son frère héritier universel de tout bien et droit « partout où ils se trouvent »³⁷.

À ce stade de l'analyse, se pose la question de la valeur et de la signification attribuées aux biens situés dans la communauté d'origine par ceux qui, comme les frères Cerutti ou Francesco Felice Ruffinat, choisissent de conserver voire d'agrandir ce patrimoine. Si la reconstruction biographique laisse deviner que le retour n'est pas l'objectif poursuivi, il faut en revanche prendre en compte la valeur de ces biens et leur rôle de ressource face à une éventuelle difficulté économique – puisqu'ils permettent de diversifier les revenus entre ville et campagne et ainsi de minimiser les risques – mais aussi dans le cas du recouvrement d'une dette ou encore pour réaliser un achat d'une certaine valeur, comme celui d'une boutique. En 1770, Giorgio Florio, tailleur originaire de Bioglio et domicilié à Turin, est débiteur de 220 livres en faveur de Giacobino Piana, somme qu'il se révèle incapable de payer malgré de multiples sollicitations de Piana. Pour échapper à une action en justice, il se résout à vendre à réméré (*vendita con riscatto*) une parcelle de pré et champ portant un certain nombre d'arbres fruitiers d'une superficie de 88 *tavole*, qu'il possède à Bioglio et dont la valeur est fixée pour l'occasion à 220 livres³⁸. La vente avec pacte de réméré est un mécanisme qui correspond souvent au recouvrement d'une dette (Corazzol, 1979), la possibilité pour Florio de récupérer la parcelle témoignant néanmoins du rôle de réserve joué par ce bien. Il assure sa solvabilité dans une société d'Ancien Régime où le petit crédit tient une place considérable à tous les degrés de l'échelle sociale.

Dans cette perspective, le patrimoine local apparaît de surcroît indispensable lors du mariage, lorsqu'il s'agit de cautionner la dot de l'épouse. Dans les pays de droit romain, la dot, indispensable pour les filles de tous les milieux sociaux, est payée par l'épouse et/ou sa famille au moment du mariage³⁹. Il arrive cependant fréquemment que des pères ou des frères hésitent devant le paiement de cette somme souvent considérable en comparaison du patrimoine domestique et exigent de l'époux qu'il cautionne le capital dotal en faisant montre d'une disponibilité équivalente de moyens. Or, l'héritage situé dans la communauté d'origine

³⁶ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1780, l. 4, ff. 1974r-1975r.

³⁷ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1780, l. 8, ff. 1420r-1421v.

³⁸ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1770, l. 9, ff. 431r-432v.

³⁹ La bibliographie sur la dot est extrêmement vaste. Pour une introduction aux systèmes dotaux de l'Italie d'Ancien Régime, voir Pene Vidari, 1980-1981, 1983 ; Klapisch-Zuber, 1990 ; Calvi, Chabot, 1998 ; Groppi, Houbre, 1998.

est souvent le seul patrimoine dont ces artisans, précocement installés en ville et dont le métier assure le quotidien sans permettre d'accumulation de capital, disposent pour répondre aux attentes de protection patrimoniale de l'épouse et de sa famille. Les archives notariales regorgent d'exemples en ce sens. La dot de Polissena Davini, fixée à 362 livres et 10 sous, est assurée par son mari Gio' Giuseppe sur une maison (*un corpo di casa*) qu'il possède dans sa ville natale, Coni (Cuneo en italien), alors que le couple habite Turin depuis longtemps⁴⁰. Il en va de même pour les conjoints Anna et Gio' Matteo Bordiga, domiciliés à Turin. La première reçoit lors de son mariage une dot de 300 livres qui est ensuite assurée sur deux parcelles foncières (une de vignes et une de bois) situées à Valfenera, communauté d'origine de son époux⁴¹.

Dots, intermédiaires et relations verticales

Les biens possédés dans la communauté d'origine autant que les liens sociaux entretenus ne proviennent pas uniquement des dynamiques successorales ou des relations de parenté. Les migrants eux-mêmes recherchent, maintiennent ou délaissent des relations dans cette communauté. L'exemple le plus significatif est celui de l'*implicatario*. Il s'agit souvent d'un notable, chargé par les migrants d'administrer leurs biens, et notamment ceux payés à titre de dot. En effet, si le mari n'était pas pourvu de moyens suffisants pour assurer le capital dotal, ce dernier était confié à l'*implicatario*, c'est-à-dire à un courtier ayant fonction d'intermédiaire⁴². La gestion par celui-ci des biens dotaux des couples ayant quitté leur pays d'origine offre donc un point de vue privilégié pour observer les dynamiques relationnelles spécifiques entre les émigrés et l'*implicatario* qui reste sur place.

Andreina De Clementi a observé la diffusion et le succès du rôle du médiateur dans les migrations transocéaniques des Italiens à la charnière des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles. Dans cette phase historique particulière, l'élargissement du marché immobilier, la nécessité d'obtenir de l'argent liquide et le déplacement de familles complètes à l'étranger, ont favorisé la naissance d'une notabilité locale mineure chargée d'assurer les transactions, les prêts d'argent et les

⁴⁰ AST, sez. riun., *Notai di Torino*, vol. 2765, ff. 86r-96v.

⁴¹ AST, sez. riun., *Notai di Torino*, vol. 2764, ff. 335r-349r.

⁴² Selon la définition d'intermédiaire donnée par Gabriella Gribaudo (1980).

procurations au nom de ceux qui s'en allaient (De Clementi, 2003, 319). Mais ces personnages ne caractérisent pas uniquement les grands flux migratoires du début du XX^{ème} siècle, et sur bien des points, on observe des similitudes avec les *implicatari* des biens dotaux du XVIII^{ème} siècle.

L'*implicatario* commence par encaisser l'argent de la dot, puis l'engage dans un investissement sûr et rentable. Il paie ensuite au couple les intérêts au taux légal de 4% par an, une rente qui, selon le voeu de la loi, est censée aider au maintien de la famille. Cette médiation est souvent formalisée par un acte notarié, comme celui stipulé entre les conjoints Castagna et l'*implicatario* Ludovico Tinetto, perruquier de profession, en décembre 1769, dans lequel ce dernier déclare avoir reçu « à titre d'emploi » (*a titolo d'impiego*) 3.000 livres dotales et s'engage à en payer les intérêts chaque semestre⁴³. De la même façon, la restitution définitive du capital dotal au couple comporte la délivrance d'une quittance formelle signée devant le notaire.

Afin de mieux saisir la nature des relations entre ces personnages et les couples émigrés à Turin, j'ai analysé 56 quittances pour restitution de dot, réalisées devant un notaire entre 1760 et 1780 par des couples installés à Turin mais non originaires de la ville⁴⁴. Une bonne partie des *implicatari* appartient au groupe des notables. Parmi eux, on rencontre six notaires, deux avocats, un médecin, un sénateur mais on compte aussi deux artisans (un fabricant de perruques et un imprimeur), un officier et un prêtre. Ces intermédiaires sont aussi des personnages enracinés dans la société locale, d'où ils tirent leur respectabilité et leur réputation d'hommes de confiance. En effet, les données de l'échantillon nous apprennent que 27 des 56 *implicatari* sont nés dans la communauté d'origine de l'un des conjoints (ou des deux) dont ils gèrent la dot ; 24 y sont encore domiciliés tandis que 3 seulement sont installés à Turin. Les conjoints connaissent donc personnellement l'*implicatario* et le tiennent pour un homme de confiance. Citons Gio' Bartolomeo et Gioanna Quadropani, fileurs et tisserands en soie à Turin, qui confient leurs 500 livres au comte Gio' Angelo Craveri, résidant à Racconigi, localité d'origine du mari⁴⁵, ou encore Emanuele et Lucia Mollo dont la dot de 534 livres est

⁴³ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1770, l. 2, ff. 1305r-1311v.

⁴⁴ Les quittances ont été saisies dans les registres de l'*Insinuazione* de Turin.

⁴⁵ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1763, l. 2, ff. 255r-256v.

remise «*a titolo di impiego*» à Giuseppe Ollivero, habitant Sommariva del Bosco, pays natal de Lucia, où ses frères sont encore domiciliés⁴⁶.

L'intermédiaire joue par ailleurs un rôle essentiel lors de la vente des biens du mari qui ont servi à assurer la dot. Par leur réputation et leur position au sein de la communauté, les *implicatari* sont souvent les acquéreurs les plus intéressés par ces biens soumis au droit dotal. Ainsi, Domenica Borgogna reçoit en 1731 une dot de 250 livres cautionnée par son mari sur une maison qu'il possède dans son village natal de Virle. Près de quarante ans plus tard, en décembre 1769, Giuseppe Borgogna vend pour 950 livres la maison au notaire Marco Antonio Musizzano, qui devient ainsi l'*implicatario* chargé de gérer et de payer les intérêts sur les 250 livres dotales⁴⁷. Ce mécanisme, qui transforme un bien immobilier en argent comptant, révèle une première prise de distance explicite des émigrés vis-à-vis du pays natal, un patrimoine en argent liquide étant sans doute plus facile à gérer et demandant un engagement minime sur place.

Horizon d'investissement et cycle de vie des émigrés

Le croisement des sources et la reconstruction biographique montrent aussi que ces patrimoines et ces relations verticales maintenues dans la communauté d'origine sont limités dans le temps par l'intérêt que les migrants en retirent. Il faut donc examiner les raisons qui poussent ces derniers à mettre fin à ces liens matériels et immatériels. Cela implique plus largement d'interroger l'horizon d'investissement de ces individus, d'explorer leur attentes, projets et stratégies. Parfois, ils fournissent eux-mêmes des explications : certains mots indiqués par un notaire zélé lors de la rédaction des actes font bien comprendre que, face à une nouvelle vie urbaine, les biens fonciers et ruraux au pays ne sont plus considérés comme indispensables ; au contraire, leur conservation pèse comme une obligation qui n'est plus rentable en raison des coûts d'entretien élevés ainsi que de l'obligation d'une présence régulière sur place qu'il n'est plus possible d'assurer. Carlo Camilla, fabricant d'eau-de-vie à Turin, vend en 1760 une parcelle abandonnée, autrefois plantée en vignes, située dans les campagnes autour de Mondovì, sa localité de naissance (Piémont méridional), afin, selon ses

⁴⁶ AST, sez. riun., *Notai di Torino*, vol. 2754, ff. 476r-479v.

⁴⁷ AST, sez. riun., *Notai di Torino*, vol. 2755, ff. 375r-384v.

mots, « d'en éviter davantage la détérioration », et la dépréciation pourrait-on ajouter, « à cause du fait qu'il habite Turin depuis 17 ans »⁴⁸.

Le choix de vendre répond parfois à un projet migratoire⁴⁹ explicitement proclamé, comme dans le cas de Gio' Domenico Allaria, originaire de Cantoira (village montagnard des vallées de Lanzo), qui commence sa carrière à Turin comme boulanger. Il se rend en 1764 chez un notaire turinois et déclare vouloir vendre à ses deux frères restés sur place sa portion de l'héritage paternel encore indivis « suite à sa décision de rester en ville pour apprendre un métier »⁵⁰. Gio' Domenico signe pour cela avec ses frères un véritable accord, renonçant à tout droit sur l'héritage tandis que ses germains s'engagent à lui payer 400 livres avec intérêts pendant les quatre années suivantes. Ils devront en outre lui envoyer un petit trousseau pour lui permettre de s'habiller décentement pendant les premiers temps de son installation : « deux pièces de toile du village, une chemise, un manteau sans manche et une paire de caleçons en toile de bonne qualité »⁵¹. Gio' Domenico se conserve toutefois une possibilité, certes conditionnelle, de revenir au village : pendant les quatre ans durant lesquels ses frères lui payeront les 400 livres, il gardera un droit d'usufruit sur la portion de la maison héritée « chaque fois qu'il lui conviendra de s'y rendre pour y habiter, pour maladie, guerre ou autres accidents »⁵². Ses mots laissent donc entrevoir un véritable projet formateur qui, dans les intentions de Gio' Domenico, doit déboucher sur une installation définitive en ville et lui garantir une réussite professionnelle. Bien conscient des risques d'un tel choix, il s'assure toutefois pour quelques années encore la possibilité de jouir d'un toit dans son pays natal et ne renonce pas aux relations avec les membres de sa famille restés au village, ce qu'ont permis de confirmer les archives notariales locales. Entre 1741 et 1761, Gio' Domenico se porte à plusieurs reprises créancier et garant de ses frères et d'une belle-sœur, résidant au village⁵³.

Les sources ne sont pas toujours aussi loquaces et les raisons qui poussent les migrants à délaisser leurs biens dans la communauté d'origine sont souvent plus difficiles à saisir. C'est donc la mise en séquence des événements biographiques qui suggère de possibles clés de

⁴⁸ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1760, l. 3, ff. 1429v-1430v.

⁴⁹ Selon la notion de *projet migratoire* développée par Paul-André Rosental (1999).

⁵⁰ Citons les mots exacts : « in seguito alla deliberazione fatta di trattenersi per apprendere ed esercir qualche mestiere in questa città », AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1741, l. 12, ff. 75r-76v.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1741, l. 12, ff. 75r-76v.

⁵³ AST, sez. riun., *Insinuazione di Ceres*, vol. 24, ff. 255r-v ; vol. 27, ff. 709r-v.

lecture. Dans le cas du boulanger Gio' Giacomo Bonadé Bottin, déjà cité, l'abandon du patrimoine local a lieu - très significativement - quelques mois avant la rédaction de son testament, lorsqu'il doit prévoir une réserve suffisante d'argent dans son héritage pour rendre la dot à la veuve, le moment venu. Ce n'est donc pas un hasard si en avril 1780, il cède pour 100 livres une parcelle située en son village natal⁵⁴ et, quelques mois plus tard, dans son testament d'août 1780, reconnaît à la veuve, à titre de restitution dotale, cette même somme (100 livres plus les linges et les vêtements d'usage personnel)⁵⁵.

La mise en perspective d'événements démographiques, d'évolutions de la vie familiale et individuelle et des nécessités de survie constitue l'approche analytique la plus pertinente pour appréhender les raisons qui poussent les couples à cesser les relations avec l'*implicatario* et à demander la restitution du capital dotal. Parmi les 56 couples étudiés, 28, soit la moitié, ont des enfants à charge, souvent des nourrissons. Parmi eux, 19 ont plus de trois enfants tandis que deux épouses, déjà mères, sont enceintes. Un autre groupe (7 sur 56) réunit des couples déclarant être « âgés » ou « décrépits » et désormais incapables de se maintenir au travail. Au bout du compte, la décision de rompre les liens avec la communauté d'origine intervient pour la majorité des familles lorsqu'elles se trouvent confrontées à une situation de déséquilibre entre ressources disponibles et besoins des membres du ménage. L'isolement relationnel et économique évoqué par les couples les plus âgés, sans enfant, constitue un autre facteur. Tout bien considéré, une situation de nécessité peut modifier les équilibres et les priorités des immigrés en ville par rapport à leur village d'origine. Suivons encore dans le détail le cas de Giacomo et Domenica Costamagna en détaillant la chronologie des événements et en montrant leur entrelacement. En 1775, les conjoints Costamagna, originaires de Villafranca Piemonte mais installés à Turin, demandent à l'*implicatario* la restitution des 250 livres dotales. Ce dernier, leur compatriote, s'était engagé par acte notarié datant de novembre 1772 à investir l'argent, à payer les intérêts et à rendre le capital au bout de six ans. Cependant, moins de trois ans plus tard, en mars 1775, Giacomo et Domenica demandent la restitution de l'argent et la résiliation du contrat car, ainsi qu'ils l'expliquent, ils « sont chargés de six enfants (...) tous encore incapables de gagner leur vie et dépourvus de tout moyen de survie »

⁵⁴ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1780, l. 4, ff. 1974r-1975r.

⁵⁵ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino* a. 1780, l. 8, ff. 1420r-1421v.

et ont des dettes à rembourser⁵⁶. Certaines situations particulièrement critiques sont susceptibles de faire renoncer les immigrés à toute relation avec l'*implicatario* ou, plus directement encore, de les pousser à se défaire des patrimoines dans la communauté d'origine, dont le maintien n'était envisageable qu'en fonction de ressources familiales suffisantes. Quand survient une situation très difficile, l'intérêt de garder ces biens « à distance » cède la place à l'exigence d'une disponibilité immédiate de moyens, et cela, naturellement, même longtemps après l'installation du couple en ville.

Par ailleurs, le déséquilibre entre ressources et consommation n'est pas le seul facteur susceptible d'affecter la qualité des liens entre les émigrés et leur village de naissance. Une situation d'isolement relationnel et/ou économique peut avoir des conséquences analogues, comme le démontre le cas des époux Martino et Giuliana Macario. Installé à Turin depuis bien des années, le couple renonce aux liens avec la communauté d'origine, San Maurizio, en deux étapes. Après leur mariage, en 1743, la dot avait été cautionnée par le mari sur un immeuble dans le village natal⁵⁷. Presque trente ans plus tard, en octobre 1771, décision est prise de se défaire de cet immeuble inutilisable et de le vendre afin de confier l'argent à un *implicatario*, l'épicier Pietro Antonio Friolo, leur compatriote. C'est à travers lui que le couple conserve un lien avec San Maurizio pendant encore six années. Mais en novembre 1777 intervient une seconde décision : la demande de restitution définitive de l'argent dotal et de résiliation du contrat d'engagement⁵⁸. Les actes notariés nous apprennent que le couple est à cette date assez âgé, sans enfant, et l'on peut en déduire que la gestion de leur boulangerie turinoise est devenue pénible⁵⁹. Le choix d'abandonner le dernier lien matériel avec la communauté d'origine prend donc place à un moment spécifique de leur existence, lorsque l'argent dotal devient nécessaire à la survie du couple dans la vieillesse.

Enfin, un autre moment de lourde tension au sein de l'économie domestique est celui où il faut constituer une dot pour une fille à marier. Cet objectif fournit une bonne raison de vendre les biens que le couple n'a plus de réel intérêt à conserver et à entretenir, comme le montre le cas des conjoints Emprino. Résidant à Turin, ils n'hésitent pas, afin de pourvoir aux 400 livres de dot promises à leur fille récemment mariée, à se défaire de deux parcelles – un *alteno* de 3

⁵⁶ AST, sez. riun., *Notai di Torino*, vol. 2764, ff. 376r-388r.

⁵⁷ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1743, l. 11, ff. 97v-98v.

⁵⁸ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1777, l. 12, ff. 1279r-1282v.

⁵⁹ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1763, l. 5, ff. 320r-v.

giornate et 60 *tavole* de superficie et une parcelle de bois de 50 *tavole* – situées dans la campagne de Carignano, ville d'origine de la mère⁶⁰.

Les données de la reconstruction biographique sont forcément partielles et l'on ne peut bien entendu exclure la possibilité que ces couples aient possédé dans leur région d'origine des biens dont la trace n'a pas été conservée. Toutefois, les données disponibles sur ces individus émigrés à Turin montrent des parcours professionnels et de vie profondément enracinés en ville. Les couples considérés sont depuis longtemps domiciliés dans la capitale piémontaise, et c'est là qu'ils se sont rencontrés et mariés pour la majorité d'entre eux. L'hypothétique présence d'autres patrimoines n'invalide donc pas l'idée que les stratégies familiales, de survie et/ou de mobilité sociale des immigrants au cours des différentes phases de leur sédentarisation dans le milieu urbain, affectent les choix d'élargissement, de pérennisation ou, au contraire, de liquidation des patrimoines situés dans la communauté natale.

La migration comme processus

L'analyse de réseaux est désormais un outil indispensable pour tous ceux qui envisagent d'étudier et comprendre les phénomènes migratoires. Elle a permis d'aboutir dans l'étude des émigrés à Turin au XVIII^{ème} siècle à quelques solides conclusions. Les réseaux relationnels des nouveaux arrivés sont fluides et oscillent entre le maintien des liens et des biens dans la communauté d'origine et la nécessité d'utiliser ces mêmes ressources pour s'intégrer dans le tissu social urbain. Le choix du conjoint semble au contraire échapper à la logique des réseaux de compatriotes. Par ailleurs, se marier en ville n'entraîne pas de rupture immédiate et définitive des liens avec le pays natal, où, transcendant les parcours migratoires, continuent d'exister, voire de prospérer intérêts matériels et relations personnelles.

Mais l'analyse des réseaux sociaux des immigrants ne suffit pas à expliquer la signification et la valeur que ces derniers attribuent à certains intérêts, biens et relations communautaires. Tous les individus, nés en ville ou en dehors de celle-ci, se trouvent immergés dans des réseaux relationnels (Eve, 2001), ce qui importe est donc de comprendre comment et combien de temps ces relations sont conservées et, à l'inverse, dans quelles situations elles perdent leur

⁶⁰ AST, sez. riun., *Notai di Torino*, vol. 2777, ff. 422r-453r.

importance au point d'être finalement abandonnées. Pour répondre à ces questions, il est indispensable d'approcher les phénomènes migratoires de l'époque moderne comme des dynamiques fluides et « en devenir », c'est-à-dire comme des processus et non comme des événements ponctuels⁶¹, comme l'histoire contemporaine le fait depuis quelques années (Gribaudo, 1987 ; Werbner, 1990 ; Ramella, 1998 ; Sayad, 1999 ; Ceravolo, Eve, Meraviglia, 2001). Cela signifie attribuer leur juste poids aux événements démographiques et économiques de chaque famille ainsi qu'aux diverses phases du parcours de vie. En effet, lorsque les équilibres s'altèrent ou que l'accès aux ressources, les exigences et les priorités familiales et individuelles se modifient, on observe une transformation équivalente du rôle et du poids que chacun attribue aux biens et relations communautaires.

Beatrice Zucca Micheletto

Post-doctoral fellow

GRHis, Groupe de Recherche d'Histoire

Université de Rouen

Résumé

Cet article étudie les liens entre le processus d'installation en ville et le maintien de patrimoines et de relations sociales dans la communauté d'origine parmi les immigrés à Turin dans la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle. L'étude s'interroge sur la signification de la conservation et de la gestion de ces biens matériels et relationnels par les migrants, en dépit de trajectoires de vie visiblement orientées vers l'installation définitive en ville. Elle analyse en outre les raisons susceptibles d'amener à la liquidation de ces biens et à l'abandon de ces relations. À l'aide d'un corpus important d'actes notariés et d'une méthodologie de recherche fondée sur la reconstruction biographique, cette recherche montre que l'entretien de biens et d'autres ressources « à distance » est lié à certaines phases et/ou situations spécifiques de l'existence des migrants et ne se maintient que jusqu'à l'émergence d'exigences nouvelles devenues prioritaires. Ce travail entend ainsi montrer à quel point il est pertinent d'aborder les phénomènes migratoires de l'époque moderne comme des *processus en devenir*, c'est-à-dire des parcours réalisés par étapes qui évoluent au fil des années et en fonction des projets et des attentes des migrants.

Abstract

This article focuses on the relationship between the settlement patterns of migrants in 18th century Turin and their decision to keep assets in and relations with their native community.

⁶¹ Sur ce point, je renvoie aux remarques de Simona Cerutti à propos de la notion de « processus » développée par E. P. Thompson (Cerutti, 1996).

This work investigates how and why migrants in Turin maintained and managed material and immaterial resources in their community, even if they settled in the city. In addition, the paper studies the conditions in which these assets and relationships started to become less important and respectively were sold out and abandoned. Based on a large sample of notarial deeds and by means of a biographic reconstruction methodology, this research shows that the decision to keep assets and relationships which were (quite) far from Turin was strictly connected to specific life phases and situations of migrants. Consequently, these goods were held up until other needs became prior. In turn, more important investments elsewhere were required. Furthermore, this paper suggests the reliability of studying Old Regime migrations as phenomena *in progress*, that is, paths realized step by step, which could change over the years with migrants projects and wishes.

ALLEGRA, Luciano (1996), *Identità in bilico. Il ghetto ebraico di Torino nel Settecento*, Torino, Zamorani.

ALLEGRA, Luciano (2005), « Un modèle de mobilité sociale préindustrielle. Turin à l'époque napoléonienne », *Annales HSS*, mars-avril, 443-474.

AMBROSINI, Maurizio (2001), *La fatica di integrarsi*, Bologna, Il Mulino.

AMBROSOLI, Mauro (2000), « The market for textile industry in eighteenth century Piedmont: quality control and economic policy », *Rivista di Storia Economica*, 3, 343-363.

ARRU, Angiolina, EHMER, Joseph, RAMELLA, Franco (dir.) (2001), *Quaderni Storici*, 106.

ARRU, Angiolina, RAMELLA, Franco (dir.) (2003), *L'Italia delle migrazioni interne. Donne, uomini, mobilità in età moderna e contemporanea*, Roma, Donzelli.

ARRU, Angiolina (2003), « Reti locali, reti globali: il credito degli immigrati (secoli XVIII-XIX) », 77-110, in *L'Italia delle migrazioni interne. Donne, uomini, mobilità in età moderna e contemporanea*, A. Arru, F. Ramella (dir.), Roma, Donzelli.

BELFANTI, Carlo Marco (1994), *Mestieri e forestieri. Immigrazione ed economia urbana a Mantova fra Sei e Settecento*, Milano, F. Angeli.

BRACCO, Giuseppe (dir.) (1992), *Torino sul filo della seta*, Torino, ed. Archivio Storico Comune di Torino.

CALVI, Giulia, CHABOT, Isabelle (dir.) (1998), *Le ricchezze delle donne. Diritti patrimoniali e poteri familiari in Italia (XIII-XIX secc.)*, Torino, Rosenberg & Sellier.

CASTIGLIONI, Pietro (1862), *Relazione generale con una introduzione storica sopra i censimenti delle popolazioni italiane dai tempi antichi sino all'anno 1860*, vol. I, in *Statistica del Regno d'Italia, Popolazione. Censimento degli antichi stati sardi (1 gennaio 1858) e censimenti di Lombardia, di Parma e di Modena (1857-1858)*, Torino, Stamperia Reale.

CAVALLO, Sandra (2001), « La leggerezza delle origini: rottura e stabilità nelle storie dei chirurghi torinesi tra Sei e Settecento », *Quaderni Storici*, 106, 59-90.

CERAVOLO, Flavio, EVE, Michael, MERAVIGLIA, Cinzia (2001), « Migrazioni e integrazione sociale: un percorso a stadi », 83-116, in *L'Italia delle disuguaglianze*, M. L. Bianco (dir.), Roma, Carocci.

CHICCO, Giuseppe (1995), *La seta in Piemonte 1650-1800*, Milano, F. Angeli.

CHICCO Giuseppe (2002), « Alla periferia della moda. Mercanti e tessitori nel Settecento », 911-938, in *Storia di Torino*, vol. IV, Torino, Einaudi.

CERUTTI, Simona (1996), « Processus et expérience : individus, groupes et identités à Turin au XVII^e siècle », 161-186, in *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, J. Revel (dir.), Paris, Gallimard-Le Seuil.

CONTINI, Sabrina (2011), *Matrimoni e patrimoni in una valle alpina. Il sistema dotale in Valsesia nei secoli XVIII e XIX*, Varallo, Zeisciu Centro Studi.

CORAZZOL, Gigi (1979), *Fitti e livelli a grano : un aspetto del credito rurale nel veneto del '500*, Milano, F. Angeli.

DE CLEMENTI, Andreina (2003), « Dove finiscono le rimesse. I guadagni dell'emigrazione in una comunità irpina », 291-338, in *L'Italia delle migrazioni interne. Donne, uomini, mobilità in età moderna e contemporanea*, A. Arru, F. Ramella (dir.), Roma, Donzelli.

DE VRIES, Jan (1984), *European Urbanization 1500-1800*, Cambridge Mass., Harvard University Press.

EVE, Michael (2001), « Una sociologia degli altri e un'altra sociologia: la tradizione di studio sull'immigrazione », *Quaderni Storici*, 106, 233-259.

FONTAINE, Laurence (1993), *Histoire du colportage en Europe (XV^e-XIX^e siècle)*, Paris, Albin Michel.

FONTAINE, Laurence (1996), « Gli studi sulla mobilità in Europa nell'età moderna: problemi e prospettive di ricerca », *Quaderni storici*, 93, 739-756.

FONTAINE, Laurence (2003), *Pouvoir, identités et migrations dans les hautes vallées des Alpes Occidentales (XVII^e-XVIII^e siècle)*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

GARDEN, Maurice (1970), *Lyon et les Lyonnais au XVIII^e siècle*, Paris, Les Belles Lettres.

GOZZINI, Giovanni (1989), *Firenze francese. Famiglie e mestieri ai primi dell'Ottocento*, Firenze, Ponte delle Grazie.

GRIBAUDI, Gabriella (1980), *Mediatori*, Torino, Rosenberg & Sellier.

GRIBAUDI, Maurizio (1987), *Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XX^e siècle*, Paris, EHESS.

GROPPI, Angela, HOUBRE, Gabrielle (dir.) (1998), *CLIO. Histoire, femmes et sociétés*, 7, *Femmes, dots et patrimoines*, [En ligne], mis en ligne le 03 juin 2005. URL : <http://clio.revues.org/704>

GUENZI, Alberto, MASSA, Paola, MOIOLI, Angelo (dir.) (1999), *Corporazioni e gruppi professionali nell'Italia moderna*, Milano, F. Angeli.

HANNERZ, Ulf (1980), *Exploring the City. Inquiries Toward an Urban Anthropology*, New York, Columbia University Press.

KAPLAN, Steven, KOEPP, Cynthia (eds.) (1986), *Work in France. Representation, meaning, organization and practice*, Ithaca-London, Cornell University Press.

KLAPISCH-ZUBER, Christiane (1990), « Le complexe de Griselda : dots et dons de mariage », 185-213, in *La maison et le nom. Stratégies et rituels dans l'Italie de la Renaissance*, Ch. Klapisch-Zuber, Paris, EHESS.

LAMBERTI, Maria Carla (2002a), « Immigrazione e mercato del lavoro in una città di antico regime: Torino all'inizio dell'Ottocento », *Bollettino Storico-Bibliografico Subalpino*, Fasc. II, 583-629.

LAMBERTI, Maria Carla (2002b), « Una fonte "vecchia" per nuovi problemi: i censimenti per lo studio della mobilità in età preindustriale », *Quaderni Storici*, 110, 545-552.

LAMBERTI, Maria Carla (2003), « Immigrate e immigrati in una città preindustriale: Torino all'inizio dell'Ottocento », 161-205, in *L'Italia delle migrazioni interne*, A. Arru, F. Ramella (dir.), Roma, Donzelli.

LESGER, Clé, LUCASSEN, Leo, SCHROVER, Marlou (2002) « Is there life outside the migrant network? German immigrants in the XIXth century Netherlands and the need for a more balanced migration typology », *Annales de Démographie Historique*, 2, 29-50.

LEVI, Giovanni (1985), *Centro e periferia di uno stato assoluto. Tre saggi su Piemonte e Liguria in età moderna*, Torino, Rosenberg & Sellier.

LEVI, Giovanni (1989), *Le pouvoir au village : histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, Gallimard (éd. italienne, 1985, *L'eredità immateriale. Carriera di un esorcista nel Piemonte del Seicento*, Torino, Einaudi).

LEVI, Giovanni, RAMELLA, Franco (1989) « Immigrazione e doppio lavoro lungo il corso della vita. Alcune osservazioni sul Piemonte dell'Ottocento », *Annali Cervi*, 11, 101-110.

- LUCASSEN, Jan, LUCASSEN, Leo, VAN DER LINDEN, Marcel (dir.) (1999), *Migration, Migration History, History. Old Paradigms and New Perspectives*, Berne-Berlin-Frankfurt, Peter Lang.
- MAITTE, Corine (2009), *Les Chemins de verre. Les migrations des verriers d'Altare et de Venise (XVI^e-XIX^e siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- MARTINI, Angelo (1976), *Manuale di metrologia ossia misure, pesi e monete*, Roma, ERA.
- MAYER, Philips (1961), *Townsmen or Tribesmen: Conservatism and the Process of Urbanisation in a South Africa City*, Cape Town, Oxford University Press.
- MENZIONE, Andrea (1990), « Immigrazione a Livorno nel secolo XVII attraverso i processi matrimoniali », *Bollettino di Demografia Storica*, 12, 97-102.
- MOULIN, Annie, (1994), *Les maçons de la Creuse : les origines du mouvement*, Clermont-Ferrand, Institut d'études du Massif central.
- PAGE MOCH, Leslie (1992), *Moving Europeans. Migrations in Western Europe since 1650*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press.
- PENE VIDARI, Gian Savino (1980-81), « Osservazioni sui rapporti patrimoniali fra coniugi nel Piemonte del sec. XVIII », *Rivista di Storia del Diritto Italiano*, 54, 19-60.
- PENE VIDARI, Gian Savino (1983), « Dote, famiglia e patrimonio fra dottrina e pratica in Piemonte », 109-121, in *La famiglia e la vita quotidiana in Europa dal '400 al '600*, Actes du colloque international, Milan 1-4 décembre 1983, Roma, Ministero dei Beni Culturali.
- PERROT, Jean-Claude (1975), *Genèse d'une ville moderne. Caen au XVIII^e siècle*, Paris-La Haye, Mouton.
- PISELLI, Fortunata (1981), *Parentela ed emigrazione: mutamenti e continuità in una comunità calabrese*, Torino, Einaudi.
- PISELLI, Fortunata (dir.) (1995), *Reti. L'analisi di network nelle scienze sociali*, Roma, Donzelli.
- POITRINEAU, Abel (1982), *Remues d'hommes: essai sur les migrations montagnardes en France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Aubier-Montaigne.
- POOLEY, Colin, TURNBULL, Jane (1998), *Migration and Mobility in Britain since the XVIIIth century*, London, UCL Press.
- RAISON-JOURDE, Françoise (1976), *La Colonie auvergnate de Paris au XIX^e siècle*, Paris, Commission des Travaux Historiques – Ville de Paris.

RAMELLA, Franco (1998), « In fabbrica e in famiglia: le operaie italiane a Paterson, New Jersey », *Quaderni Storici*, 98, 383-427.

ROSENTAL, Paul-André (1999), *Les sentiers invisibles. Espaces, familles et migrations dans la France du 19^e siècle*, Paris, EHESS.

SAYAD, Abdelmalek (1999), *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil.

WERBNER, Pnina (1990), *The Migration Process. Capital. Gifts and Offerings among British Pakistanis*, New York-Oxford-Munich, Berg.

ZUCCA MICHELETTO, Beatrice (2006), « Flussi migratori a Torino nella seconda metà del XVIII secolo », *Bollettino Storico-Bibliografico Subalpino*, CIV, fasc. II, 513-559.